



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Avril 2006

Volume 5, Numéro 4

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Les membres de l'OMC résignés face aux délais non respectés : De longues semaines de négociations en perspective pour l'agriculture et l'AMNA. \_\_\_\_\_ 1**

**Les Membres de l'OMC 'ouverts' à des discussions sur un mécanisme de surveillance pour le traitement spécial et différencié. \_\_\_\_\_ 3**

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 5

**Agriculture : la date limite pour les modalités dépassée, six semaines de négociations continues s'ouvrent... \_\_\_\_\_ 5**

**AMNA : le président appelle à des négociations non-stop pour rendre les modalités accessibles 7**

**Services : Satisfaction général autour des 'plurilatérales initiales' \_\_\_\_\_ 9**

**Facilitation des échanges : Davantage de nouvelles propositions, les discussions ne sont toujours pas 'basées sur des textes' \_\_\_\_\_ 11**

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 13

**Union Africaine : La conférence des ministres du commerce adopte une déclaration et appelle à un processus transparent à l'OMC \_\_\_\_\_ 13**

**Afrique de l'Ouest : Les producteurs agricoles rejettent les APE et dénoncent le TEC de la CEDEAO. \_\_\_\_\_ 16**

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 18

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 18

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

Les Membres de l'OMC résignés face aux délais non respectés : De longues semaines de négociations en perspective pour l'agriculture et l'AMNA.

A la date du 31 avril 2006, convenue à Hong Kong pour l'établissement de modalités de négociations pour l'agriculture et l'AMNA, les membres de l'OMC n'ont pu, après une semaine de discussions, que constater leur incapacité à respecter cette énième date butoir pour donner un coup d'accélérateur décisif aux négociations. Avec ce nouveau report, les membres devront encore convenir d'un nouveau programme de travail. Une tâche qui semble tout aussi difficile dans la mesure où l'idée de la tenue d'une " réunion ministérielle " regroupant environ 30 ministres de pays membres avancée par certains, était pour le moins incertaine à la fin de la semaine de négociation.

Une réunion des chefs de délégation tenue le 24 avril autour de Lamy a confirmé les conclusions auxquelles étaient parvenus les membres lors de la " green room " du 21 avril qui avait déjà constaté le caractère irréaliste du délai de référence du 30 avril pour des modalités sur l'agriculture et l'AMNA, compte tenu des divergences apparentes sur de nombreux sujets spécifiques.

Aussi bien sur l'agriculture que sur l'AMNA, les membres ont noté qu'il n'existait pas suffisamment d'avancées qui pourraient justifier l'invitation des ministres à Genève aux fins de finaliser un accord, comme il avait été initialement suggéré il y a quelques semaines. Lamy a d'ailleurs reconnu à ce

propos qu'avant d'impliquer les ministres dans le processus en cours, il convient d'avoir au préalable un texte suffisamment élaboré qui leur permettrait de prendre des décisions productives. Ce qui, reconnaît-il, est loin d'être le cas actuellement. Aussi, a-t-il exhorté les membres à raisonner désormais en terme de semaines et non en terme de mois pour " booster " les négociations, en se gardant cependant de fixer une nouvelle date butoir. Une approche qui, selon certaines sources, donnerait plus de sérénité aux membres dans la mesure où un nouvel échec à respecter cette date serait à la fois démoralisant et décourageant.

### **" Une semaine morose sur l'AMNA "**

A la fin de la réunion, le président du Groupe de négociation de l'AMNA, l'ambassadeur Don Stephenson, du Canada, aurait déclaré : " Nous n'avons pas eu une bonne semaine. " Il a dit regretter que, sur les questions les plus difficiles, telles que les modalités de base pour la formule (c'est-à-dire la formule de réduction tarifaire et les coefficients qui déterminent les taux de réduction), le Groupe n'avait même pas pu entamer une discussion. Selon Stephenson, les Membres avaient eu une semaine magnifique, en termes de petites victoires, mais les principales questions de fond sont restées bloquées. (Voir article sur l'AMNA). Stephenson a ajouté qu'il fallait intensifier le processus de négociation et que ce qu'il fallait, c'était une négociation non seulement " basée sur des textes ", mais aussi, " basée sur des chiffres ".

Certains Membres ont fait des sombres évaluations de la situation des discussions sur l'AMNA. Selon l'UE, cela avait été une semaine morose et très négative, au cours de laquelle les Membres avaient échoué dans leur mission: respecter le délai qu'ils s'étaient fixé à Hong Kong. L'UE a déclaré qu'il y avait plutôt eu un formidable " recul ".

Le Canada, également, a fait part de sa profonde déception concernant l'incapacité totale du groupe à débattre des questions fondamentales.

### **Agriculture : un plan intensif sous forme de cycle**

Le président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Crawford Falconer, de la Nouvelle-Zélande, a indiqué, péremptoire, qu'il était évident que la date limite pour les modalités ne serait pas respectée. Un aveu de raison et un réalisme qui l'ont poussé à suggérer des plans pour un programme de travail intensif, impliquant trois cycles de négociations de quinze jours chacun, devant démarrer le 26 avril. (Voir article sur l'agriculture). Il a également réaffirmé le point de vue qu'il avait formulé antérieurement : que les négociations sur l'agriculture viseraient à produire des modalités complètes, car la finalisation des modalités uniquement sur certaines des questions n'était pas acceptable pour de nombreux Membres.

Au cours de la semaine de négociation, le G-33 a adressé à Lamy et à Falconer, une lettre dans laquelle il annonçait ne pas être en mesure d'adhérer à un consensus sur les modalités sur l'agriculture si celui-ci n'incluait pas des modalités sur les produits spéciaux et un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement. Une position qui rejoint d'ailleurs en partie celle que les ministres du commerce de l'Union africaine avaient adopté une semaine avant à Nairobi (voir article concerné dans ce numéro) en déclarant ne pas être en mesure d'accepter une approche qui n'impliquait que des " modalités partielles ". Ils faisaient référence à la proposition de Lamy selon laquelle des modalités sur quelques aspects clés seraient réglées comme première étape d'un processus, et que les autres questions seraient réglées ultérieurement.

Les Membres ont convenu avec lui qu'il ne serait pas utile de fixer une nouvelle date limite et que fin juillet " n'était pas une date limite ". Certains ont toutefois mis l'accent sur le fait que des " modalités complètes " devraient être convenues bien avant fin juillet.

Falconer a également annoncé que les discussions seraient fondées de plus en plus sur des " documents de référence " qui devraient, à terme,

évoluer en projets de textes, avec des négociations transparentes et des contributions des Membres. Ces documents couvriront, à terme, tous les domaines des " modalités ".

Il a ajouté qu'il était manifeste que les Membres ne voulaient pas de modalités partielles (c'est-à-dire des modalités uniquement dans certains domaines tels que les formules de réduction pour les droits de douane et le soutien interne), pour éviter que les questions qui les préoccupent ne soient laissées à l'écart.

Cette position du président a reçu le soutien de nombreux Membres, notamment le groupe ACP représenté par Maurice, le Groupe africain représenté par le Bénin et l'UE.

---

### Les Membres de l'OMC " ouverts " à des discussions sur un mécanisme de surveillance pour le traitement spécial et différencié.

Lors d'une réunion de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement (CCD), le 7 avril dernier, les délégations se sont déclarées ouvertes au redémarrage des discussions sur un mécanisme de surveillance pour le traitement spécial et différencié (TSD). C'est la première fois, en près de trois ans, que le Comité s'engage de manière substantielle sur des questions 'transversales' plutôt que sur des questions axées sur des accords particuliers, dans les négociations. Bien que le Conseil général tenu en juillet 2002 ait approuvé la mise en place d'un mécanisme de surveillance, en demandant à la Session spéciale du CCD de déterminer son mode de fonctionnement, les discussions sont en suspens depuis début 2003, en raison des préoccupations formulées par certains pays concernant le fait que ce mécanisme pourrait être utilisé pour établir une différenciation entre pays en développement Membres de l'OMC.

Du fait qu'il traite de la nécessité de mettre en œuvre le TSD de manière adéquate à travers tous les accords de l'OMC, le concept de mécanisme de surveillance est une des questions dites

'transversales' dans les négociations, par opposition au groupe de propositions de modification de règles spécifiques de l'OMC. La Session spéciale du CCD se concentre, depuis mai 2005, sur ce dernier groupe de propositions 'axées sur des accords particuliers', essentiellement parce que la plupart des pays en développement ont estimé qu'elles étaient les plus urgentes. Les questions transversales, par contre, ont suscité beaucoup de controverses et ont pâti de l'absence de date limite spécifique pour leur traitement. La réunion du 7 avril a examiné les questions axées sur des accords particuliers avant d'aborder les questions transversales.

L'idée d'un mécanisme pour la mise en œuvre et la surveillance du TSD à l'OMC a été lancée en 2000, par le Groupe africain, dans le cadre de la Session spéciale du CCD (TN/CTD/W/3/Rev2 et W/23). Le désaccord est survenu à la suite des communications ultérieures de l'UE (W/13, 20 et 26) et de la Suisse (W/14), qui suggéraient que le mécanisme pourrait servir à déterminer à quel moment un pays en développement pourrait accéder - " graduate " - au statut de pays développé. La question de la graduation est liée à celle très litigieuse de l'octroi d'un traitement différencié à des Membres classés comme pays en développement à l'OMC. En 2003, plusieurs pays en développement à revenu intermédiaire ont déclaré ne pas souhaiter discuter du mécanisme de surveillance, parce qu'ils le percevaient comme étant lié à la différenciation, à laquelle ils étaient opposés. Certains d'entre eux ont appelé à davantage de progrès sur les questions axées sur des accords particuliers avant que les Membres ne passent aux questions transversales, en soutenant qu'un mécanisme de surveillance du TSD présentait peu d'intérêt tant que des dispositions spécifiques relatives à un tel traitement n'avaient pas été déterminées.

### Nécessité de discussions axées sur le mécanisme de surveillance - mais les détails n'ont pas encore été fournis

Le président, l'ambassadeur Burhan Gafoor de Singapour, a demandé aux Membres de faire part

de leur interprétation du mandat de la Déclaration ministérielle de Hong Kong, qui était de " de reprendre les travaux concernant toutes les autres questions en suspens, y compris au sujet des questions transversales, du mécanisme de surveillance et l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC, et de faire rapport régulièrement au Conseil général. "

Le Kenya est intervenu, au nom du Groupe africain, pour suggérer que les travaux du Comité en ce qui concerne les 'questions transversales' se concentrent sur un " cadre du développement " et sur le mécanisme de surveillance. Concernant le cadre du développement, le Kenya a fait référence à une proposition présentée lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong, qui cherchait à lier le mandat de la Session spéciale du CCD à la mise en application d'éléments de l'article XVIII (4) du GATT, qui prévoit de permettre aux pays " aux premiers stades de leur développement " de déroger temporairement à leurs obligations, afin de promouvoir le développement industriel et économique. Bien qu'il ne soit pas entré en dans les détails sur le " cadre de développement ", le Kenya a laissé entendre qu'il s'agirait d'un cadre général pour la prise en compte de l'accès des pays en développement à un TSD effectif.

Concernant le mécanisme de surveillance, plusieurs Membres ont renvoyé à des communications antérieures sur la question et ont fait part de leur appui en faveur du redémarrage des discussions. Des pays tels que la Malaisie et l'Égypte qui, antérieurement, avaient bloqué les discussions sur la question, se sont déclarés ouverts à des négociations. D'autres ont laissé entendre que les travaux sur le mécanisme de surveillance seraient une bonne façon de relancer les discussions sur les questions transversales et sur celles en suspens, car les divergences entre les positions des Membres étaient relativement limitées, allant de certains qui estimaient qu'un mécanisme était " nécessaire " à d'autres se disant simplement " intéressés ". Le diable peut bien s'avérer être dans le détail : bien que le Conseil général approuve la mise en place

d'un mécanisme de surveillance, les délégués n'ont, jusqu'ici, été en mesure de convenir ni de sa portée, ni de son but, ni de son site. En ce qui concerne la portée, les délégués doivent décider du point de savoir si le mécanisme surveillera la mise en œuvre des accords de l'OMC dans leur intégralité ; toutes les dispositions en matière de TSD ; ou uniquement les dispositions de TSD ajoutées par le Cycle de Doha.

L'UE a déclaré appuyer la transparence et des mesures de notification qui garantissent une mise en œuvre effective des règles de l'OMC, notamment le mécanisme de surveillance. L'Union a ajouté que s'ils désiraient être particulièrement ambitieux, les Membres pourraient prendre en considération des " lignes directrices " qui pourraient appliquer un traitement S&D différent à différents pays en développement. Bien que plusieurs pays en développement aient immédiatement fait savoir qu'ils n'étaient nullement intéressés par ce type de différenciation dans les règles S&D, des sources laissent entendre que les délégués ont reconnu, en privé, que l'UE n'avait pas explicitement lié le mécanisme de surveillance à la différenciation, comme elle l'avait fait dans des communications antérieures sur la question. Ceci a permis à des pays tels que la Chine et le Mexique de suggérer la poursuite des discussions sur la nature, la portée et le site du mécanisme de surveillance, mais sans lien avec la différenciation.

Certaines sources dans les milieux du commerce laissent entendre que le changement de position sur les questions transversales pourrait être attribué aux avancées relatives réalisées sur les questions axées sur des accords particuliers - 27 propositions ont été convenues en principe lors de la Conférence ministérielle de Cancun de 2003 et un ensemble important de 5 propositions des PMA a été adopté à Hong Kong - ou au fait que les Membres espéraient qu'il s'était écoulé suffisamment de temps depuis les discussions relativement improductives de 2002-2003 pour que celles-ci ne soient pas répétées.

## **Examen des mesures SPS et des propositions relatives aux dérogations**

Les délégués ont poursuivi les négociations sur des propositions axées sur des accords particuliers. Le projet de texte d'amendement, élaboré à partir de deux propositions distinctes, l'une émanant du Groupe africain et l'autre d'un groupe constitué essentiellement de pays en développement asiatiques (propositions 24 et 25, TN/CTD/W2 et W/3/Rev.2 respectivement), appelait à accorder aux pays en développement Membres une 'considération spéciale' aux fins de l'article 10.3 de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), qui prévoit que les pays en développement bénéficient, s'ils en font la demande, d'exceptions " spécifiées et limités dans le temps ", à leurs obligations en matière de SPS. Bien que le président ait instamment appelé les délégués à supprimer les nombreux crochets figurant dans le texte, qui indiquaient un désaccord sur la formulation, ceci n'a pas pu se faire en raison des divergences entre les deux groupes de pays, ainsi qu'au sein du Groupe africain lui-même.

La décision de Hong Kong, qui demande aux pays développés d'accorder un accès en franchise de droits et sans contingents à 97% des lignes tarifaires pour les exportations en provenance des PMA, n'a pas été débattue lors de la réunion, en dépit de son inscription à l'ordre du jour. Les PMA souhaitent que la surveillance et la mise en œuvre de la décision soient menées au sein de la Session spéciale du CCD. Les États-Unis, l'UE et d'autres pays estiment toutefois que ceci devrait se faire au sein du Sous-comité des PMA.

Le point de savoir à quelle période précise les pays développés auront à offrir cet accès aux marchés pour les exportations en provenance des PMA reste également une source de désaccord. Selon la Déclaration ministérielle de Hong Kong, les pays développés devraient le faire " pour 2008 ou au plus tard le début de la période de mise en œuvre [pour les engagements au titre du Cycle de Doha] ". Des sources dans les milieux du commerce laissent entendre que dans des discussions informelles entre PMA, ces pays ont soutenu que la

décision devait être mise en œuvre d'ici 2008, alors que les États-Unis maintiennent que ceci doit se faire dans le cadre de l'engagement unique du Cycle de Doha, dès qu'il sera conclu. Les PMA et les États-Unis sont également en désaccord sur le point de savoir si le mandat énoncé à Hong Kong, qui vise à " faire en sorte que les règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des PMA soient transparentes et simples, et contribuent à faciliter l'accès aux marchés ", exige des négociations supplémentaires pour garantir sa mise en œuvre adéquate. C'est ce que les PMA ont tendance à penser, alors que les États-Unis sont d'un avis contraire.

Des consultations informelles se poursuivront probablement sur les huit propositions restantes axées sur des accords particuliers, qui ont été regroupées en 5 projets d'amendements potentiels. La Session spéciale du CCD tiendra probablement une réunion formelle d'ici peu, avant la session des 15 et 16 mai du Conseil Général.

## **NOUVELLES DE L'OMC**

[Agriculture : La date limite pour les modalités dépassée, six semaines de négociations continues s'ouvrent...](#)

Les membres de l'OMC réunis à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, s'étaient dits " résolus à établir les modalités au plus tard le 30 avril 2006 et à présenter des projets de Listes complètes fondés sur ces modalités au plus tard le 31 juillet 2006. "

Le 21 avril dernier, les membres ont qu'ils sont incapables de respecter la date limite fixée pour convenir des 'modalités complètes' pour les réductions des subventions et des droits tarifaires. " Nous n'avons pas réalisé les modalités complètes, c'est clair et simple " a déclaré l'ambassadeur Crawford Falconer de la Nouvelle-Zélande. Anticipant sur le processus à venir, il a plutôt proposé six semaines de négociations continues,

sans dates limites formelles, pour permettre aux Membres d'arriver à un consensus.

### **Falconer présente un processus pour avancer**

Falconer a proposé un cycle intensif de trois séries de quinze jours de réunions informelles, devant débiter la semaine du 1er mai. Selon le processus qu'il a exposé pour ces cycles de deux semaines, les réunions de la première semaine seraient essentiellement des consultations en groupes restreints ; durant la seconde, plusieurs réunions informelles de l'ensemble des Membres seraient tenues, en même temps que des consultations. Chacune des deux semaines se terminerait par une réunion qui permettrait à tous les Membres de faire le bilan des progrès.

Le nouveau programme vise à permettre aux responsables basés dans les capitales de rentrer chez eux durant la première semaine de chaque cycle, puis de revenir à Genève pour la seconde semaine. Bien que le processus ait été conçu pour faciliter les contributions des capitales dans les négociations, plusieurs délégués de pays en développement ont souligné qu'il était coûteux de faire revenir à Genève, plusieurs fois, les hauts responsables basés dans les capitales. De nombreux pays pauvres trouvent déjà onéreux d'avoir à faire venir à Genève des responsables des capitales pour des réunions importantes. Certains délégués ont suggéré que le président organise les discussions de manière à minimiser la nécessité d'allers-retours continus.

Falconer a déclaré que les six semaines de négociations seraient fondées sur des 'documents de référence', énonçant les domaines d'accord ainsi que les domaines où il fallait encore davantage de convergence. Il avait déjà mis en distribution 5 documents de référence, préalablement à la semaine de l'agriculture. Falconer a indiqué qu'en principe, ces documents de référence devraient constituer la base des discussions entre délégués et devraient à terme évoluer en projet de texte. Des documents de référence seront éventuellement préparés sur tous les sujets en cours de négociation.

Comparant les négociations à une pyramide, une source a indiqué que les six semaines de discussions aideraient à consolider la base de la pyramide, afin de servir mieux consolider le sommet, c'est-à-dire les décisions politiques sur des pourcentages spécifiques pour les réductions de subventions et de droits tarifaires qui seront à terme nécessaires.

Falconer a déclaré à la presse qu'il ne servait à rien de fixer une autre date limite spécifique pour un accord dans les discussions. " Les dates limites n'ont aucune crédibilité, à mon sens ", a-t-il ajouté, en soulignant plutôt combien il était important que les choses se fassent. Au cours de la réunion, les Membres ont convenu qu'une nouvelle date limite ne serait pas utile.

Plusieurs délégations ont mis l'accent sur le fait que le début des vacances du mois d'août à l'OMC " n'est pas une date limite " et que les modalités devraient être convenues bien avant. De nombreux négociateurs et d'autres observateurs des milieux du commerce fixent depuis longtemps fin juillet comme date limite réelle pour un accord sur des modalités complètes, si le Cycle doit s'achever début 2007.

Lors d'une conférence de presse avec des journalistes, le 21 avril, un haut responsable du commerce américain a s'est dit convaincu que les négociations devaient réaliser " des progrès réels, tangibles, substantiels tout au long de mai et juin " pour être en mesure d'achever les listes d'engagements auxquels chacun des pays doit souscrire d'ici la fin du Cycle. Des responsables de pays en développement ont également mis l'accent sur la nécessité d'arriver à un accord sur des modalités complètes d'ici fin juin.

Préalablement aux six semaines de négociations, Falconer a prévu des réunions, du 26 au 28 mai, pour débattre de certaines questions liées à l'accès aux marchés. Les Membres restent profondément divisés sur l'importance des réductions des droits tarifaires agricoles et n'ont fait guère plus que d'échanger des attaques rhétoriques sur la question. Les trois jours de réunions seront consacrés aux



flexibilités en faveur des pays en développement, notamment le mécanisme de sauvegarde spéciale et les règles pour les 'produits spéciaux' qu'ils seront en mesure de protéger contre le plein impact des abaissements tarifaires.

En dépit du blocage permanent qui caractérise les discussions générales, les Membres ont réalisé, durant la semaine de l'agriculture, des progrès lents mais réguliers sur un certain nombre de questions techniques liées à la concurrence à l'exportation et au soutien interne. Si les questions d'accès aux marchés restent les plus épineuses, un responsable d'un pays en développement a souligné que tous les trois piliers étaient de fait liés. Notant que le tableau général n'était pas prometteur, un responsable d'un pays en développement a néanmoins mis l'accent sur le fait que " des choses peuvent se faire en très peu de temps, s'il y a la volonté politique. "

---

#### AMNA : Le président appelle à des négociations non-stop pour rendre les modalités accessibles.

Après avoir constaté que les délais fixés par la conférence ministérielle de Hong Kong pour l'établissement de modalités sur l'AMNA ne pourraient pas être respectés, Stephenson a déclaré, le 24 avril derniers, lors de la réunion informelle des chefs de délégation, qu'il faudrait, dorénavant, des négociations non-stop, suggérant que les Membres devaient élaborer des modalités en six à huit semaines.

#### **Les Membres refusent de discuter des chiffres et se tournent vers les questions non fondamentales**

L'ampleur des divergences entre Membres est devenue rapidement apparente dès le démarrage de la semaine de l'AMNA, lorsque plusieurs délégations ont rejeté la suggestion faite par Stephenson de débattre des valeurs numériques spécifiques pour les trois aspects fondamentaux des négociations : la formule de réduction tarifaire, la flexibilité accordée aux pays en développement pour qu'ils protègent certains produits contre le

plein impact des abaissements tarifaires et le traitement des lignes tarifaires non consolidées qui ne sont pas actuellement plafonnées à l'OMC. Le Brésil, les États-Unis, le Japon et la Suisse ont contesté le bien-fondé d'une discussion sur des chiffres spécifiques, au vu de la situation actuelle des négociations.

Stephenson a trouvé " frappant " que les Membres laissent toujours entendre qu'il était trop tôt pour débattre des chiffres spécifiques, moins de deux semaines avant la date limite du 30 avril. Le Canada et l'UE ont de fait suggéré qu'au lieu de combler leurs divergences, les Membres semblaient les creuser davantage. Une source a déclaré que préalablement à la Conférence de Hong Kong, les Membres avaient débattu des coefficients de la formule, de 5 à 10 pour les pays développés et de 15 à 30 pour les pays en développement, mais que les fourchettes s'étaient à présent élargies, de 2 à 10, et de 15 à 40, respectivement.

Des discussions significatives sur les principaux points épineux dans les discussions paraissant impossibles, les Membres ont tourné leur attention vers ce que le président a qualifié de questions de 'second niveau', en particulier les obstacles non tarifaires et les initiatives de libéralisation tarifaire sectorielle.

#### **Obstacles non tarifaires : l'UE appelle à un nouvel accord sur les taxes à l'exportation**

Lors d'une session consacrée aux obstacles non tarifaires, le 19 avril dernier, l'UE a présenté une proposition appelant à l'élaboration d'un nouvel accord de l'OMC visant l'interdiction large des taxes à l'exportation, avec des exceptions limitées pour les pays en développement et les PMA. Des sources indiquent que des pays en développement, notamment l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Venezuela ont protesté en faisant valoir que les taxes à l'exportation n'étaient pas des obstacles techniques au commerce et ne faisaient pas partie du mandat de négociation du Cycle de Doha. Certains pays en développement prélèvent des taxes sur certains

produits à l'exportation, en particuliers sur les produits de base, pour générer des recettes et pour promouvoir des types spécifiques de développement industriel national. Les règles de l'OMC interdisent actuellement la plupart des restrictions quantitatives à l'exportation.

Faisant valoir que les taxes à l'exportation faussent le commerce international, privilégient de manière inéquitable les industries nationales et peuvent effectivement être aussi prohibitives que des restrictions à l'exportation, l'UE a proposé un projet de disciplines en vue d'un éventuel accord de l'OMC sur les taxes à l'exportation. L'accord devrait interdire les taxes à l'exportation, à l'exception de celles autorisées au titre des exceptions existantes dans le droit de l'OMC. Les pays en développement et les PMA seraient toutefois autorisés à en conserver " un nombre restreint ... à des niveaux faibles ", si nécessaire, pour préserver la stabilité financière ou pour " éviter une dépendance excessive " vis-à-vis des exportations de produits de base non transformés - du moment qu'elles " n'affectent pas le commerce international de manière négative. " Selon l'UE, les Membres négocieraient des niveaux plafond pour ces taxes autorisées, avec un plafond plus élevé pour les PMA que pour les pays en développement. Les pays en développement auraient à négocier pour déterminer sur quels produits ils pourraient conserver des taxes à l'exportation, à travers un processus de présentation demandes et d'offres.

L'UE a également mis en distribution des communications identifiant les obstacles non tarifaires dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile, des textiles, des vêtements et des chaussures. Ces documents se concentraient essentiellement sur les prescriptions et normes trop onéreuses ou trop compliquées en matière d'étiquetage et proposaient des disciplines pour les moyens de réduire leurs effets sur le commerce, en recommandant souvent l'adoption de normes internationales par les Membres.

**Initiatives sectorielles : les États-Unis appuient le projet de texte de Singapour, mais pas la Turquie**

Le texte de Singapour a proposé, pour le rapport du président au Comité des négociations commerciales, une formulation sur les initiatives sectorielles qui spécifiait qu'une telle libéralisation viendrait " en sus " des demandes de la formule générale de réduction tarifaire. Ceci a suscité la colère de la Turquie qui appelait, en mars, à 'l'harmonisation' sectorielle des droits tarifaires sur les textiles et les vêtements - une proposition qui recherche pour plusieurs types de textiles des abaissements plus faibles, plutôt que plus élevés, que ceux exigés par la formule de réduction tarifaire. La Turquie a mis en exergue le Cadre de juillet 2004 qui stipule que les initiatives tarifaires sectorielles devraient " viser l'élimination ou l'harmonisation. "

Plusieurs autres Membres ont riposté que l'harmonisation à des niveaux tarifaires plus élevés que ceux requis par la formule allait à l'encontre du mandat du Cadre, qui est d'appliquer la formule de l'AMNA à chacune des catégories de produits industriels, c'est-à-dire 'ligne par ligne'. La plupart des Membres de l'OMC ont fait part de leur opposition à l'exemption partielle des textiles et des vêtements des réductions tarifaires, bien que le Salvador, la Jordanie, Maurice et la Tunisie aient réitéré leur appui à la proposition turque, au cours de la récente semaine de l'AMNA.

Le texte de Singapour établit une liste de la large gamme d'initiatives de libéralisation sectorielle, mais omet délibérément la proposition turque - car, dit le texte, l'initiative d'harmonisation n'a pas été en mesure d'aller au-delà et en sus des engagements de réduction généraux. La Turquie a fait valoir que le rapport du président devrait inclure toutes les propositions.

Les États-Unis notamment se sont dits " très en faveur " du texte de Singapour - un rejet implicite de la proposition turque. Les États-Unis ont subi de fortes pressions de la part de leurs propres fabricants de textiles qui les incitent à faire pression en faveur d'abaissements tarifaires faibles du type envisagé par la Turquie.



## Bref débat sur les flexibilités en faveur des pays en développement

Les Membres ont effectivement réussi à se mettre d'accord sur le seuil pour l'exemption aux abaissements tarifaires accordée par le Cadre de juillet 2004 aux pays en développement ayant un nombre élevé de lignes tarifaires non consolidées. Selon le paragraphe 6 de l'annexe B, les pays pour lesquels la portée des consolidations pour les lignes tarifaires est inférieure à un certain pourcentage - un chiffre de 35% était avancé entre crochets, indiquant qu'il n'avait pas été approuvé par les Membres - seraient exemptés des obligations de réduction. Ces pays seraient toutefois tenus, dans le cadre du Cycle, de consolider un pourcentage indéterminé de lignes tarifaires - 100, également entre crochets - " à un niveau moyen qui n'excède pas la moyenne globale des droits consolidés pour tous les pays en développement, après la mise en œuvre intégrale des concessions courantes. "

Les délégués sont arrivés à un consensus, le 19 avril dernier, sur 35% comme portée des consolidations pour les pays du 'Paragraphe 6' et les crochets des chiffres ont été dûment supprimés. La finalisation du niveau seuil a permis l'identification de plusieurs pays éligibles : Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Kenya, Macao, Maurice, Nigeria, Sri Lanka, Surinam et Zimbabwe.

Les Membres n'ont toutefois pas été en mesure de se mettre d'accord sur le nombre et le niveau des futures consolidations. Certaines délégations avaient jugé inacceptables les propositions antérieures visant à consolider 95% des lignes à un niveau moyen de 50%, car la moyenne était trop élevée. La proposition du Kenya visant la consolidation de 70% des lignes tarifaires à une moyenne de 28,5% a été critiquée par de nombreux pays parce qu'elle exemptait trop de produits des plafonds tarifaires.

Concernant ce que l'on appelle les 'flexibilités au titre du paragraphe 8', le Mexique a proposé que les pays en développement qui choisissent de ne protéger aucune ligne tarifaire du plein impact des

abaissements tarifaires soient rétribués par l'octroi de 5 points supplémentaires dans le coefficient de leur formule de réduction tarifaire. Ceci signifierait que l'application de la formule abaisserait leurs droits tarifaires à un niveau maximum cinq points au-dessus de celui des autres pays en développement. Plusieurs pays en développement, notamment la Chine, l'Inde et la Malaisie ont jugé ceci peu satisfaisant - faisant valoir que les pays en développement ne devraient pas avoir à échanger des flexibilités contre l'assouplissement de la formule générale de réduction tarifaire.

---

## Services : Satisfaction générale autour des " plurilatérales initiales "

Le " groupe " de réunions sur les services à l'OMC, récemment achevé, qui s'est penché sur le démarrage des négociations " plurilatérales " sur l'accès aux marchés entre groupes de pays, a été salué comme " extrêmement positif " par Hamid Abdel-Mamdouh, directeur de la Division des services de l'OMC. Le groupe de réunions, tenu du 27 mars au 7 avril, a vu des négociations sur plus de 20 demandes plurilatérales présentées dans pratiquement tous les secteurs couverts par les règles de l'OMC sur les services. Mamdouh a déclaré aux journalistes, le 10 avril dernier, que les discussions " avaient dépassé nos attentes ". " Je pense qu'il y a assurément une nouvelle dynamique dans les négociations sur les services " a-t-il déclaré.

Les délégués des deux parties - les Membres qui présentent des demandes plurilatérales comme ceux qui en reçoivent - ne semblent pas en désaccord avec une telle affirmation, bien que pour des raisons différentes.

Les demandeurs semblent satisfaits - et soulagés - de voir que les négociations sur les demandes collectives n'ont pas été aussi litigieuses que beaucoup l'avaient craint. Les Membres qu'ils avaient invités à des négociations plurilatérales sont venus aux réunions comme prévu, accompagnés de leurs experts sectoriels. Le Brésil, par exemple, aurait fait venir plus de 12 experts

basés dans la capitale, sa délégation la plus forte, à ce jour, pour les négociations sur les services.

Plusieurs Membres qui étaient visés par des demandes ont estimé avoir été en mesure de tirer profit de l'approche plurilatérale pour renforcer leurs positions défensives dans des domaines où ils étaient peu disposés à prendre davantage d'engagements de libéralisation.

### **De nombreuses réunions suivent le même schéma**

Des sources indiquent que les réunions plurilatérales dans un certain nombre de secteurs ont suivi un schéma similaire. Les demandeurs présentaient leurs demandes, puis les Membres qui les recevaient commençaient leurs interventions en mettant l'accent sur le caractère volontaire de leur participation et posaient ensuite une série de questions techniques concernant la demande collective qu'ils avaient reçue. Les demandeurs répondaient en clarifiant ces questions techniques ; puis les Membres recevant les demandes soulignaient le caractère relativement libéral de leurs propres régimes en vigueur et proposaient des engagements, parfois en indiquant qu'ils n'étaient pas en mesure d'aller au-delà de leurs offres présentes, en l'absence d'avancées favorables dans d'autres aspects de discussions sur les services ou sur d'autres questions de négociation telles que l'agriculture.

Un délégué a observé que les discussions plurilatérales faisaient penser à une réunion du Comité des engagements spécifiques combinée à une Session spéciale du Conseil du commerce des services : les Membres menaient des discussions techniques sur les classifications proposées et sur les enregistrements d'engagements et se livraient, par la suite, à un " concours de beauté ", en louant la qualité de leurs propres offres et de leurs propres engagement dans le secteur faisant l'objet de la discussion. Ceci, de plus, n'est pas une pratique inhabituelle dans les négociations bilatérales sur l'accès aux marchés.

Il semble que même les négociations plurilatérales dans des secteurs tels que les services liés à l'informatique, où un large spectre de Membres estiment que de nouveaux engagements de libéralisation pourraient être profitables et où il est estimé que les demandeurs ont affiné leur approche commune de manière significative, n'ont pas échappé à ces dynamiques de négociation. Les partisans de la demande collective ont été confrontés à une série de questions techniques et de fond. Il a été demandé à l'UE, par exemple, pour quelles raisons elle cherchait des engagements que les autres demandeurs ne recherchaient pas.

Certains négociateurs commerciaux de pays Membres qui avaient été ciblés par plusieurs demandes ont déclaré que le processus plurilatéral avait imposé un niveau de retenue aux demandeurs, parce que ces derniers avaient à se mettre d'accord sur les éléments communs de chaque demande sectorielle. Des sources indiquent néanmoins qu'il a été difficile de répondre aux questions sur un certain nombre de demandes, car elles étaient trop ambitieuses - un exemple cité a été celui des services juridiques - ou pas assez spécifiques. Un délégué a noté que l'Inde, le coordinateur de la demande collective de libéralisation des services fournis transfrontières (mode 1), ferait bien d'axer davantage la demande sur les services professionnels.

### **Les demandeurs recherchaient davantage de bilatérales dans l'avenir ?**

Selon des sources, certaines des demandes plurilatérales peuvent dorénavant être débattues conjointement dans le cadre de futurs groupes - clusters. Les demandes sur les services architecturaux, d'ingénierie et d'ingénierie intégrée peuvent, par exemple, être débattues conjointement avec le groupe du bâtiment et des services d'ingénierie connexes. Les demandes qui visent l'élimination ou la réduction des exemptions à l'obligation d'accorder un traitement NPF (nation la plus favorisée) dans les services financiers et dans les services audio-visuels pourraient être intégrées dans les discussions plurilatérales sur les services

financiers et dans les services audio-visuels, respectivement.

Selon un délégué d'un pays ayant reçu des demandes plurilatérales dans pratiquement tous les secteurs, alors que les Membres s'engageaient de manière substantielle dans les négociations, il ne semblait y avoir aucune avancée concrète qui pourrait être attribuée à la série de négociations des deux semaines. Tout au plus, beaucoup de Membres ayant reçu des demandes avaient l'impression d'être en mesure de maximiser une approche défensive, s'ils souhaitaient, beaucoup plus dans les négociations plurilatérales que dans les bilatérales - ce qui a incité un observateur à qualifier l'approche plurilatérale de 'processus toothless' - difficile à faire respecter.

Ceci ne semble pas avoir échappé aux demandeurs qui, en plus de rechercher une série de réunions en mai, ajoutée aux négociations de juin préalablement fixées, ont déjà commencé à demander aux Membres de consacrer davantage de temps aux réunions bilatérales dans les groupes ultérieurs.

---

**Facilitation des échanges : Davantage de nouvelles propositions, mais les discussions ne sont toujours pas 'basées sur des textes'**

Les pays développés et les pays en développement Membres de l'OMC ont, durant la réunion informelle du Groupe de négociation de la facilitation des échanges, les 5 et 6 avril, présenté plusieurs communications, certaines nouvelles, mais la plupart reposant sur des propositions antérieures. Selon un délégué d'un pays en développement, le fait qu'un certain nombre de délégations ait présenté des textes d'une page, c'est-à-dire des propositions brèves et concises sur des questions de fond, donnait à penser qu'elles étaient en train de consolider des idées en prévision des négociations 'basées sur des textes', bien qu'on ne sache toujours pas quand celles-ci démarreront.

Les négociations sur la facilitation des échanges, qui visent à simplifier les procédures douanières, à réduire la paperasserie et à rehausser la capacité des pays en développement à s'engager dans le commerce international, sont censées clarifier trois articles du GATT de 1994 : la liberté de transit pour les marchandises en provenance d'autres Etats Membres (article V), les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII) et la transparence dans la réglementation et l'administration des règles commerciales (article X).

**Nouvelle communication sur un processus de surveillance des engagements**

Dans leur première communication conjointe, la Chine, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka (TN/TF/W/82), ont exposé un processus d'identification des prescriptions en matière de conformité pour les pays en développement, lors de la mise en œuvre des résultats du Cycle de Doha sur la facilitation des échanges. Ces pays ont soutenu que les pays en développement pouvaient avoir des difficultés à mettre en application les engagements en matière de facilitation des échanges - en particulier s'ils ne bénéficient pas d'une assistance suffisante - et que ceci pourrait les exposer à des différends éventuels, s'ils n'étaient pas en mesure de se conformer. Pour apaiser les inquiétudes des Membres concernant de nouveaux engagements à prendre, ils ont appelé au classement des engagements des pays en développement sur la base de leur facilité de mise en œuvre, à la mise en place d'un mécanisme visant la fourniture d'assistance technique et le soutien à la constitution de capacités, " pour garantir que, lorsqu'ils examinent des règles de facilitation des échanges spécifiques durant les négociations, les Membres puissent savoir comment ils peuvent bénéficier d'appui et de soutien, et de quel type, afin de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour souscrire à des engagements " ; et à un type d'arrangement sur l'applicabilité du règlement des différends.

En plus de cette communication, il y en a eu un certain nombre d'autres relatives aux redevances et

formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII) et à la transparence (article X). Une communication conjointe du Pérou, du Chili et des États-Unis (TN/TF/W/89) a préconisé la publication des réglementations commerciales sur l'Internet, en soutenant que ceci serait moins coûteux que la publication de tels renseignements dans les journaux officiels gouvernementaux. Les sections relatives au traitement spécial et différencié (S&D) figurant dans le document comprenaient le report de la mise en œuvre des engagements, ainsi que l'assistance technique pour appuyer le développement et l'entretien du site web pertinent. Certaines délégations de pays en développement tels que l'Inde, le Kenya, l'Égypte et la Jamaïque ont néanmoins fait part de leurs préoccupations concernant les coûts de mise en conformité, l'initiation à l'Internet et la disponibilité de la technologie de l'information. Les Philippines ont laissé entendre qu'exiger la publication sur l'Internet uniquement entraînait un amendement de l'article X, au lieu d'une simple clarification ou amélioration. L'Australie aurait proposé de laisser aux Membres le choix entre le recours à l'Internet ou la production de textes imprimés.

HongKong, la Corée et la Suisse (TN/TF/W/92) ont appelé les Membres à accepter des renseignements commercialement disponibles telles que les factures, à la place de certains documents requis. L'Inde aurait émis des réserves sur ce point, en soutenant que ces renseignements ne pouvaient remplacer les documents douaniers légaux.

### **Nouvelles communications sur l'accélération du dédouanement**

Plusieurs communications avaient trait à l'accélération du dédouanement aux frontières nationales. Comme cela est devenu courant dans les discussions sur la facilitation des échanges, nombre des communications étaient présentées conjointement par des pays développés et des pays en développement.

Les États-Unis et l'Ouganda ont présenté une communication (TN/TF/W/86) appelant à l'interdiction des 'transactions consulaires' liées au commerce. Celles-ci exigent que les marchandises destinées à l'exportation reçoivent la certification du consul local du Membre importateur. Les États-Unis ont également demandé une procédure douanière accélérée distincte pour les expéditions par exprès (TN/TF/W/91), incitant le Kenya et l'Inde à demander une définition claire de la nature de ces expéditions, le Kenya soulignant la capacité limitée des pays en développement en matière de douanes aux frontières.

L'UE, Taiwan et la Suisse (TN/TF/W/87) ont présenté une communication préconisant l'application de procédures douanières simplifiées aux 'opérateurs économiques agréés' qui ont de bons antécédents en matière de respect des prescriptions relatives à l'importation et à l'exportation et qui remplissent à d'autres critères financiers et ayant trait à la sécurité. D'autres Membres tels que l'Inde ne seraient pas en faveur de l'instauration obligatoire d'un statut d'opérateur économique.

### **'Feuille de route' des pays latino-américains pour le TSD**

Durant la seconde journée de la réunion, les Membres ont porté leur attention sur deux questions qui préoccupent les pays en développement, à savoir le S&D et l'assistance technique et le soutien à la constitution de capacité. Dans une communication conjointe (TN/TF/W/81), 11 pays latino-américains -- Chili, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, République dominicaine, Uruguay, Panama et Pérou - ont proposé une 'feuille de route' pour le S&D dans la facilitation des échanges. Le document s'appuyait sur une communication antérieure (TN/TF/W/41) qui mettait l'accent sur le fait que les disciplines futures devaient refléter la clause du mandat de négociation stipulant que la portée des engagements des pays en développement en matière de facilitation des échanges devait être à la mesure de leurs besoins, ainsi que de leur capacité à les mettre en œuvre, et devrait également être liée à la fourniture

d'assistance technique et de soutien en matière de constitution de capacités. La nouvelle communication a, de plus, proposé une formulation qu'un futur accord pourrait utiliser pour la mise en place d'un mécanisme S&D comprenant quatre phases : l'autoévaluation de la capacité ; la notification ; le développement de la capacité ; et la confirmation de l'acquisition de la capacité et de la mise en conformité avec l'obligation.

Alors que l'on peut noter le recours à un langage 'basé sur les textes' dans la communication latino-américaine, la Zambie est intervenue, au nom du Groupe des pays les moins avancés (PMA) pour déclarer qu'il était prématuré de préparer un texte pour de futurs accords, car les besoins des pays en matière d'assistance technique et de constitution de capacités n'avaient pas encore été pleinement évalués. La Tanzanie, également, s'est plainte du fait qu'il y avait eu peu de progrès concernant le mandat de Hong Kong qui vise à garantir la fourniture adéquate d'assistance technique et de soutien à la constitution de capacités ayant trait à la facilitation des échanges.

Un négociateur d'un pays en développement a déclaré que les pays en développement devaient se manifester pour identifier les domaines dans lesquels ils avaient besoin d'assistance technique, en ajoutant qu'un défi clé était, de fait, que de nombreux pays n'avaient pas de vision claire de la manière de procéder pour ce faire et avaient également besoin d'assistance dans la tâche d'identification. Le délégué a admis être préoccupé par le fait que ce type d'identification préalable pourrait, par la suite, mener à des demandes d'engagements contraignants et a appelé les pays développés qui fournissent l'assistance technique et le soutien à constitution de capacité à faire preuve de plus de compréhension face aux réalités des pays en développement.

Une source dans les milieux du commerce a laissé entendre que les préoccupations en matière d'assistance technique et de constitution de capacités, et l'absence de calendrier clair pour les négociations, contribuaient à l'incertitude sur la période de démarrage des négociations basées sur

des textes. La Déclaration ministérielle de Hong Kong a simplement appelé les Membres à passer à une phase rédactionnelle 'assez tôt' après le Sommet de décembre 2005. Un calendrier formel, élaboré en janvier par les ministres de près de 25 à 30 pays Membres, proposait le mois de février pour la présentation et la discussion de propositions sur tous les trois piliers des négociations relatives à la facilitation des échanges, ainsi qu'une date cible de juillet pour le premier rapport préliminaire complet à présenter au Comité des négociations commerciales.

Selon des sources, le président a annoncé que la prochaine réunion formelle du groupe de négociation se tiendrait les 6-7 juin, suivie d'une autre, les 10-11 juillet. Toutefois, préalablement à ces rencontres, une réunion informelle se tiendra les 11-12 mai.

## SUR LE FIL

[Union africaine : La conférence des ministres du commerce adopte une déclaration et appelle à un processus transparent à l'OMC](#)

Les ministres du commerce des pays membres de l'Union africaines ont tenu leur quatrième conférence ordinaire du 12 au 14 avril dernier au Jomo Kenyatta Convention Center à Nairobi, au Kenya. A la suite des conférences de Kigali, du Caire et d'Arusha, celle de Nairobi s'est aussi déroulée dans un contexte particulier marqué par la poursuite des négociations post Hong Kong et le souci des membres de l'OMC de respecter le délai de référence du 30 avril pour établir des modalités sur l'agriculture et l'AMNA. Ce serait d'ailleurs pour cette raison que la conférence a été organisée en avril, c'est à dire un mois plus tôt que d'habitude.

La participation ministérielle été jugée correcte et la conférence a vu la participation outre du DG le l'OMC, M. Pascal Lamy, des représentants des

Etats-Unis, de l'Union européenne, du Japon ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales.

A l'issue de la conférence, les ministres ont adopté une Déclaration sur le Programme de travail de Doha, qui détaille la position de l'Afrique sur les négociations en cours à l'OMC. Une Déclaration de Nairobi distincte, sur les Accords de partenariat économique, a également été adoptée.

Dans son préambule, la Déclaration a réaffirmé que les négociations de l'OMC devaient se dérouler en toute transparence et sans exclusion aucune, pour garantir l'appropriation politique du processus et du résultat des négociations. Elle a souligné l'importance des modalités pour traiter des questions qui revêtent un intérêt pour l'Afrique et qui n'ont pas reçu, jusqu'ici, une attention suffisante.

Elle contient également deux paragraphes formulant une inquiétude sur le processus actuel des négociations. " Nous soulignons que les négociations devraient se dérouler en toute transparence et sans exclusion aucune, particulièrement durant cette dernière phase des négociations. Il ne devrait pas y avoir de pressions sur les pays africains, vu notamment les contraintes en termes de ressources humaines, financières et des capacités institutionnelles.

" Nous sommes en outre préoccupés que des questions extrêmement importantes pour l'Afrique n'ont pas encore été examinées. Nous demandons, par conséquent, que le processus de Genève reste le centre des négociations multilatérales. Nous soulignons, donc, de nouveau, que seul un processus transparent et sans exclusion peut assurer la responsabilité politique et un consensus sur le résultat des négociations.

Jetant un regard sur le cycle de Doha dans son ensemble, les ministres ont souligné que celui-ci devait produire des résultats significatifs pour l'Afrique et pour les PMA et devrait mener à une situation gagnant-gagnant (win-win) pour tous. " A

cet égard, tout résultat final proposé du Programme de travail de Doha devrait être comparé aux références sur le développement que nous avons adoptées et devrait tenir pleinement en compte les priorités de développement de l'Afrique.

" Nous sommes profondément préoccupés par l'absence de progrès dans les travaux mandatés sur les modalités pour l'agriculture et l'AMNA. A ce stade, en tenant compte des délais fixés pour ces travaux, fin avril 2006, nous réitérons l'urgence de respecter tous les engagements et de tenir les promesses faites dans le cadre du Cycle de Doha, afin que les besoins de développement, les préoccupations de l'Afrique et des Membres PMA soient dûment pris en compte.

Sur les modalités de négociation dans l'agriculture pour l'agriculture et l'AMNA, initialement fixées au 30 avril 2006, les ministres du commerce ont pris les devants en soulignant que " le résultat du mois d'avril pour les modalités sur l'agriculture et l'AMNA devrait être sans exclusion aucune et devrait traiter des préoccupations des pays africains. A cet égard, l'établissement de modalités partielles qui excluent les préoccupations de l'Afrique et de ses Membres PMA ne favorise pas une conclusion positive et acceptable des négociations.

" Nous réitérons notre soutien au processus en cours sur l'établissement des modalités et soulignons que les modalités à convenir dans l'agriculture, devraient inclure toutes les questions qui intéressent l'Afrique et contenir des mesures de soutien susceptibles de prendre en compte les objectifs de développement, les stratégies de réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les préoccupations en matière de garantie de moyens d'existence. Nous nous attendons, par conséquent, à un progrès équilibré et à des résultats significatifs dans les négociations sur l'accès aux marchés, le soutien interne, la concurrence à l'exportation, tout en tenant compte de la composante du traitement spécial et différencié.

La question du coton a encore une fois occupé toute sa place. Les ministres ont souligné



l'importance capitale de ce produit et l'impérieuse nécessité de parvenir à l'établissement des modalités complètes avant fin avril 2006, conformément à la Déclaration de Hong Kong, notamment une réduction substantielle du soutien interne et la mise en place d'un mécanisme pour traiter les fluctuations des prix du coton, en tant que question prioritaire.

Dans le même ordre d'idées, ils ont mis l'accent sur l'importance que revêt la banane pour certains pays africains et sur la nécessité d'assurer à leurs producteurs un accès aux marchés équitable.

Concernant les négociations sur l'AMNA, les ministres se sont déclarés préoccupés par le fait que " les modalités sur l'AMNA pourraient aboutir à la désindustrialisation des pays africains, si leurs préoccupations concernant des flexibilités adéquates, une réciprocité qui ne soit pas totale, un traitement spécial et différencié approprié et l'érosion des préférences, ne sont pas traitées, d'une manière adéquate, durant les négociations. Nous espérons, par conséquent, que les modalités examinent toutes ces préoccupations et proposent une solution commerciale crédible sur la question des préférences. "

La Déclaration a également abordé la question des produits de base. Elle a reconnu la gravité de l'incidence négative de la baisse à long terme et des fortes fluctuations des prix des produits de base, et a mis l'accent sur le fait que le résultat des négociations sur l'agriculture et sur l'AMNA devait prendre en compte de manière effective les préoccupations liées au commerce particulières des pays en développement et des PMA tributaires des produits de base, en conformité avec la Déclaration ministérielle de Hong Kong.

Elle a favorablement accueilli la mise en place de l'Equipe spéciale sur le Cadre intégré et appelé à trouver les voies et moyens susceptibles d'améliorer le processus du Cadre intégré et le mécanisme d'affectation.

Concernant l'aide pour le commerce, les ministres ont instamment invité l'Equipe spéciale à garantir

une nette amélioration des programmes actuels liés au commerce pour la coopération technique, y compris en termes de montants de ressources et de couverture des pays africains.

Les ministres ont appelé les pays développés Membres de l'OMC (et les pays en développement Membres en mesure de le faire) à rendre opérationnelle la décision prise à Hong Kong concernant l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents et d'autres dispositions de TSD en faveur des PMA, dans le cadre de l'Engagement unique.

Pour ce qui est des services, les ministres ont souligné " l'importance de préserver les flexibilités de chaque pays en développement et PMA, telles que contenues dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et les Modalités en faveur des PMA, et réaffirmées dans la Déclaration de Hong Kong.

" Les négociateurs sur les services devraient faire en sorte que les secteurs et les modes de fourniture qui intéressent les pays africains fassent l'objet d'un examen particulier. A cet égard, nous notons que le mode 4 est d'une importance capitale pour de nombreux pays africains. Nous demandons, en outre, aux Membres de l'OMC d'être pleinement engagés à mettre en œuvre les modalités relatives au traitement spécial pour les PMA, conformément à l'article IV : 3 de l'AGCS. Il est reconnu que les PMA ne doivent pas contracter de nouveaux engagements.

Considérant les flexibilités accordées à chaque pays en développement Membre, conformément à l'article XIX : 2 de l'AGCS, ils ont réaffirmé que la demande collective vise à compléter et non à remplacer les négociations bilatérales sur l'offre et la demande, ainsi que la spécificité des demandes bilatérales.

En ce qui concerne la facilitation des échanges, la Déclaration a indiqué que les négociations devraient prendre en compte la nécessité de fournir une assistance technique et financière, ainsi que des dispositions appropriées en matière de

traitement spécial et différencié. " Les pays africains devraient, en outre, être assistés pour traiter les problèmes d'infrastructures physiques et les contraintes liées aux capacités commerciales. Nous demandons instamment aux Membres de l'OMC de mettre en place un mécanisme approprié pour traiter des besoins et priorités des pays africains dans la facilitation des échanges, avant de passer aux négociations sur la base de textes. "

La Déclaration a appelé les Membres de l'OMC à accélérer le processus d'octroi de la dérogation ayant trait à l'AGOA, et que ceci soit achevé d'ici le Conseil général de mai.

Notant qu'aucun pays africain n'avait accédé à l'OMC depuis son établissement, la Déclaration a appelé les Membres de l'OMC à faciliter et à accélérer l'accession des pays africains à l'OMC. " Nous soulignons que les pays accédant ne doivent être obligés ni à négocier des concessions qui dépassent les règles généralement acceptées de l'OMC, ni à accepter certaines conditions relatives aux clauses qui sont toujours discutées dans le cadre du Cycle de Doha. "

Sources : Notes Enda, Déclaration de Nairobi, Twn.

---

### Afrique de l'ouest : les producteurs agricoles rejettent les APE et dénoncent le TEC de la CEDEAO.

La plus grande organisation de producteurs agricoles d'Afrique de l'ouest, le ROPPA, a tenu sa 4e convention ordinaire du 30 mars au 2 avril derniers, au Sénégal. Différents pays membres ont été représentés à cette rencontre, qui a enregistré deux nouveaux adhérents, la Sierra Leone et le Ghana. Les débats et discussions à travers les plateformes ont permis de dresser un bilan de cinq années d'existence, mais surtout les enjeux et défis à venir face à la situation du monde rural et des agriculteurs du Sénégal et d'Afrique.

L'un des points au centre des débats portait sur l'Accord de Partenariat Economique qui, en 2008, devrait remplacer les préférences commerciales

non réciproques qui jusqu'ici fondaient les relations entre l'Union européenne et les pays ACP. L'APE actuellement en négociation sera conclu avec les pays de la CEDEAO, principale organisation d'intégration régionale réunissant 15 pays d'Afrique de l'ouest, les 8 de l'UEMOA et 7 pays non membres de l'UEMOA, dont le Nigeria, et le Ghana entre autres.

La pertinence et l'intérêt de cet accord pour la sous région sont cependant très contestés par un nombre croissant d'acteurs qui y voient un danger à la fois pour l'intégration, l'industrie et l'agriculture de la région. Une campagne a d'ailleurs été lancée dans la région par des organisations de la société civile aux fins de stopper le processus de négociation en cours.

Pour les membres du ROPPA, la conclusion d'un APE serait une option suicidaire pour la région qui exposerait ainsi son agriculture, de type familiale et très vulnérable aux chocs des marchés extérieurs, à une concurrence directe des productions européennes. Selon les membres du ROPPA, l'APE serait une menace pour plus de 15 millions de familles rurales, mais aussi pour l'économie sous-régionale dont la croissance repose en grande partie sur l'agriculture paysanne.

Le président du ROPPA, Ndiogou Fall, pense que cet accord, s'il devait se concrétiser dans le contexte actuel, marqué par une faible protection du marché sous-régional, "conduirait sans aucun doute à la disparition de plusieurs milliers d'exploitations familiale et à une dépendance alimentaire". Mieux, ajoute-il, l'agriculture européenne a bénéficié de 50 ans de protection, de modernisation et d'organisation, avant d'atteindre aujourd'hui des niveaux de production élevés.

Analysant les incidences des politiques néolibérales actuellement mise en œuvre dans le monde et en Afrique, M. Fall a affirmé que " les négociations de l'OMC, qui reposent sur une logique de libéralisation et de compétition entre les agricultures du monde, ne vont pas favoriser la petite agriculture familiale ouest africaine. Toute la politique néolibérale menée en Afrique ne répond jamais à la spécificité, encore moins à

l'environnement africain. Les politiques africaines ont aujourd'hui une dimension qui ne saurait se mesurer à la dimension internationale. Les accords de partenariat ne visent rien d'autre que d'ouvrir le marché de notre agriculture qui ne tient pas debout, à des produits perfectionnés et subventionnés. Et tels qu'ils sont conçus, ils peuvent faire voler en éclats la sécurité, la souveraineté et l'autosuffisance alimentaire. Forts de cela, les accords de partenariat, tels que nos chefs d'Etat veulent les accepter, seraient le suicide des agriculteurs de l'Afrique. C'est pourquoi, au ROPPA, nous disons haut et fort que ces accords de partenariat doivent être revus dans le sens que l'ouverture vers les marchés ne doit pas être acceptée. On doit travailler à rassurer, sécuriser l'agriculture africaine, avant qu'on ne parle des APE, car cela fait des siècles que l'Europe a fermé son marché "

Dès lors, il serait hasardeux de mettre en concurrence les deux types d'agricultures. "Là où l'agriculture africaine fait 500 kg à l'ha, l'européenne en fait 7 tonnes à l'ha." C'est vouloir tuer l'agriculture africaine que de la mettre en compétition, pense Jacques Bonou, vice-président du ROPPA. Ce point de vue est partagé par Jean Michel Lemétayer, président de la FNSEA. "Il faut obtenir pour les pays de l'Afrique de l'Ouest la protection de leur agriculture en faisant en sorte que les paysans puissent vivre de leur produit, il faut les protéger dans leur métier ; ce que nous avons la chance d'avoir en Europe depuis plus de 40 ans. Il faut faire de même ici." La finalité de toutes ces actions, c'est d'arriver à une sécurité, une souveraineté et une autosuffisance alimentaire. Cela est bien possible, selon Lemétayer, en "révolutionnant l'agriculture et en acceptant de la protéger".

La crise alimentaire qui a frappé une partie du Sahel, avec son épice au Niger, rappelle la fragilité des systèmes agricoles et de l'inadaptation des politiques agricoles et de développement. Par ailleurs, cette crise a confirmé l'échec des stratégies de sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et les programmes d'ajustement structurel. C'est pourquoi, une intervenante du Mali a soutenu que "la crise aurait pu être évitée si l'agriculture avait la

place qui lui revenait de droit dans les politiques de développement économique et social". D'ailleurs, afin d'éviter que des situations pareilles ne se reproduisent, elle a proposé la création de cellules ou de bureaux dans chaque pays membre pour faire face aux cataclysmes.

Seulement, le coordonnateur du ROPPA-Sénégal nourrit des appréhensions sur la question. En effet, le président de la filière rizicole de la vallée du fleuve Sénégal s'inquiète de la baisse des investissements des gouvernements nationaux dans le monde rural. La conviction de M. Sarr est que les gouvernements doivent prendre en charge les financements et les investissements. "Il faut passer de 10% du budget alloué à l'agriculture à 30%, car l'Afrique ne pourra tirer son épingle du jeu que si les budgets nationaux auront atteint ce stade." Et cela, de l'avis de Saliou Sarr, passe par une mobilisation et une bonne élaboration d'une stratégie.

Revenant sur le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, actuellement au centre de vives controverses, les membres du ROPPA ont réaffirmé leur volonté de dénoncer l'extension du TEC de l'UEMOA qui a un droit de douane maximum de 20% à l'ensemble de la CEDEAO. Ce TEC serait en contradiction flagrante avec les dispositions prises dans le cadre de la politique agricole de la CEDEAO. C'est pour cette raison que le ROPPA a proposé l'adoption de la cinquième bande proposée par le Nigeria, qui consiste à sélectionner un certain nombre de produits stratégiques et de leur appliquer des tarifs allant jusqu'à 50.

Sources: [allafrica.com](http://allafrica.com); le soleil; ROPPA

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evénements OMC

9 mai, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises.

10- 12, OMC, Genève, Comité du commerce et d'environnement, session spéciale - discussions techniques

11 - 12 mai ; OMC, Genève ; Conseil du commerce et du développement.

12 Mai, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

15 - 16 Mai, OMC, Genève, Conseil général

15 - 24 mai, OMC, Genève, semaine des services

16 - 19 mai, OMC, Genève, semaine de l'Amna

24 mai, OMC, Genève, conseil du commerce des services, session spéciale.

29 - 31 mai, OMC, Genève, journées sur les règles

### Evénements ailleurs

1 - 12 mai, New York, Usa, 14ème session de la commission des Nations Unies sur le développement durable. Contact: UN DSD, Téléphone: 1-212-963-2803  
Fax: 1-212-963-4260 ; Email: [dsd@un.org](mailto:dsd@un.org) ;  
<http://www.un.org/esa/sustdev/index.html>

16 - 17 Mai, Paris, France, OCDE, Forum mondial sur l'agriculture, organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries.

22 mai, monde entier, journée mondiale de la biodiversité

22 - 23 mai, Paris, France : Equilibrer la mondialisation. Forum 2006 de l'OCDE.  
[http://www.oecd.org/site/0,2865,fr\\_21571361\\_35842076\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/site/0,2865,fr_21571361_35842076_1_1_1_1_1,00.html)

29 - 30 mai, Tokyo, Japon, Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement,  
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECABCTOK2006/0,,menuPK:1869561~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:1869548,00.htm>

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### Français

**IFRI, Reviving the Special and Differential Treatment of Developing Countries in International Trade**, Jean-Marie Paugam et Anne-Sophie Novel (dir.), Travaux et recherches de l'Ifri, 244 p., 22 € Cet ouvrage en anglais réunit les communications des intervenants à la conférence The Future of Special and Differential Treatment, organisée par l'Ifri en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) le 28 octobre 2005 à Paris.

**Cette étude aborde deux dimensions importantes de la problématique du développement dans les négociations commerciales: la question de l'avenir des**

**systèmes de préférences et de leurs enjeux pour les pays les plus vulnérables à la libéralisation internationale; celle de la "différenciation" des pays en développement, en particulier des économies émergentes, au regard des règles et engagements de l'OMC. En réunissant les contributions de certains des meilleurs experts internationaux sur ces questions, l'objectif est d'apporter un éclairage intellectuel contribuant au débat public européen et international, ainsi qu'à la recherche de solutions favorisant les possibilités d'aboutissement des négociations.**

Cnuced : Profil statistique des pays les moins avancés ;  
[http://www.unctad.org/fr/docs/ldcmisc20053\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/ldcmisc20053_fr.pdf)

Cnuced : Manuel de statistique de la Cnuced 2005. Le Manuel de statistiques de la CNUCED 2005 fournit l'ensemble des données statistiques essentielles à l'analyse du commerce international, de l'investissement et du développement, pour les pays individuels et pour les groupements économiques et commerciaux. A télécharger à :  
<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=6558&intItemID=2068&lang=2>

Coordination SUD : Agriculture : pour une régulation du commerce mondial ; Décembre 2005. Dans ce rapport, la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD a cherché à mieux expliciter dans quelle mesure les politiques commerciales menées depuis deux décennies ont permis d'atteindre ou non les objectifs affichés de lutte contre la faim et la pauvreté.

Courrier de la planète : OMC ; libéralisme commercial. Promesses et incertitudes ; n°78, Oct. - Dec. 2006. Courrier de la planète, en association avec l'IDDRI revient dans ce numéro sur la conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Hong Kong en décembre 2005.

Institut Nord Sud : L'agriculture et l'OMC : un exercice sur le développement pour la ronde de Doha ; Bulletin biannuel 2005 - 2006.

Jean-David Naudet, Les OMD et l'aide de cinquième génération: Analyse de l'évolution des fondements éthiques de l'aide au développement, AFD, Mai 2005

Oxfam : Aide alimentaire ou dumping dissimulé? Il faut faire le tri ; Mars 2005.

Sarah Marniesse, " Biens publics mondiaux et développement : De nouveaux arbitrages pour l'aide ? " AFD, Septembre 2005 Ce texte revient sur le difficile processus de définition des Biens Publics Mondiaux, tente de rendre cette notion aussi limpide que possible, et en analyse les enjeux en termes de délimitation d'un champ consensuel, de production (problèmes institutionnels et financiers) et d'appropriation par une agence d'aide comme l'AFD.

## Anglais

**IFRI, Reviving the Special and Differential Treatment of Developing Countries in International Trade**, Jean-Marie Paugam et Anne-Sophie Novel (dir.), Travaux et recherches de l'Ifri, 244 p., 22 € Cet ouvrage en anglais réunit les communications des intervenants à la conférence The Future of Special and Differential Treatment, organis

ée par l'Ifri en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) le 28 octobre 2005 à Paris.

COMM  
ITTEE

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine. Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

ON ECONOMIC SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS REFERENCES TO TRADE. By 3D -> Trade -> Human Rights -> Equitable Economy. April 2006. References to trade and trade-related issues in the work of the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights are compiled by 3D in this publication. It should provide a useful resource to all those interested in the intersection between trade, economics, and human rights. To download the publication, see <http://www.3dthree.org/en/page.php?IDpage=49>.

IMPLICATIONS OF WTO LITIGATION FOR THE WTO AGRICULTURAL NEGOTIATIONS. By Tim Josling, Longyue Zhao, Jeronimo Carcelen, and Kaush Arha. International Food and Agricultural Trade Policy Council, March 2006. This briefing paper looks at how the WTO litigation process is being increasingly used in cases involving agricultural subsidies and other central aspects of farm policy, and highlights how this is affecting the Doha Round. The publication can be downloaded at <http://www.agritrade.org/Publications/WTO%20litigation.pdf>.

SOUTH BULLETIN 112. By the South Centre, 15 April 2006. This issue of the South Bulletin focuses on foreign investment, with articles about the India-Brazil-South Africa meeting, concerns about foreign investment contracts, the corporate lobby for investment liberalisation, and the challenge developing countries face in navigating international investment agreements. The publication can be accessed at <http://www.southcentre.org/info/southbulletin/bulletin122.pdf>.